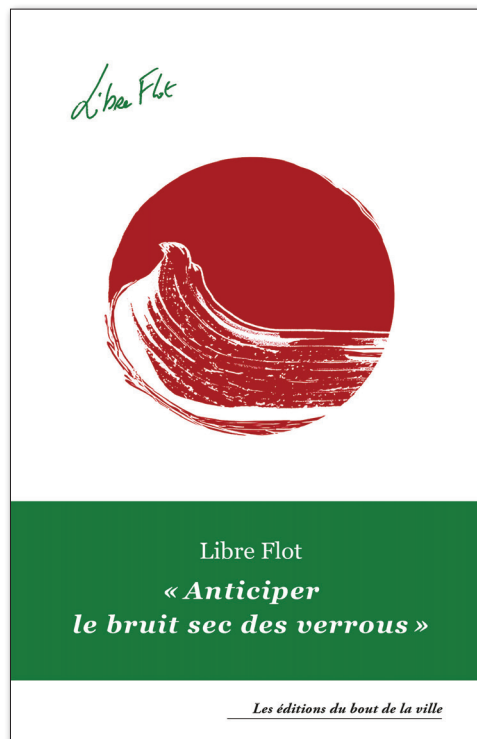


La Maison de papier

RENCONTRE-DÉBAT CYCLE VOIX DU ROJAVA 8 novembre 2025

Éléments documentaires : Extraits de « *Anticiper le bruit sec des verrous* », Libre Flot, Les éditions du bout de la ville, 2025



En 2017, comme tant d'autres militant-es internationalistes, Florian D., dit Libre Flot, s'engage auprès des forces kurdes dans le nord de la Syrie pour défendre la révolution sociale contre Daech.

À son retour, le Renseignement français échafaude autour de lui une affaire d'« association de malfaiteurs terroriste ». Incarcéré près d'un an et demi en détention provisoire, il subit la « torture blanche » de l'isolement. Il écrit pour tâcher d'y survivre. Ses textes bouleversants auscultent la matière même de la conscience, qui s'atrophie inexorablement quand on la prive d'attachements.

Dans un contexte d'extrême droitisation, de regain des nationalismes, d'extension du domaine de la répression et de brutalisation des contestations sociales, cette parole précieuse nous implique toutes et tous. Le bruit sec des verrous n'est jamais loin.

**Quartier d'isolement de Bois-d'Arcy,
3 juin 2021**

Pour moi qui ai vécu la majeure partie de ma vie de manière collective, j'avais pourtant récemment accepté les bienfaits de courtes périodes de solitude. En disant cela, j'ai comme un arrière-goût âpre dans la bouche tant mes semblables me manquent. Ce sentiment n'est pourtant pas justifié, mais provient de l'amalgame dont, dans ce contexte, j'ai du mal à me séparer, entre solitude et régime d'isolement. Il m'est pourtant simple de constater que l'isolement est à la solitude ce que la lobotomie est à la méditation.

L'être humain étant un animal grégaire, le lien social est pour lui/elle un besoin vital. L'isolement s'apparente donc à de la torture. Non pas une torture physique existant par un fait ou un acte, mais une torture plus pernicieuse, invisible, permanente, existant par cette absence continue. Les seules personnes que l'on rencontre brièvement, avec qui on se dit réciproquement des « bonjour », des « tenez », des « merci » sont les surveillant-es. Tout est dans l'énoncé ! Aussi cordiales, polies et arrangeantes que peuvent être ces personnes (ce qui n'est pas forcément le cas partout et tout le temps), les surveillant-es, comme le nom l'indique, ne sont pas nos pair-es, iels sont nos preneur-euses d'otage dont les seules revendications sont vénales (les salaires).

S'attacher à cet ersatz de rapports sociaux, que je ne puis et ne veux me résigner à abandonner, soit dit en passant, se rapproche plus du syndrome de Stockholm qu'autre chose.

Contrairement aux responsables de ma présence ici (DGSI, juge d'instruction, juge des libertés) qui ne voient que l'ennemi fantasmé qu'ils montent de toutes pièces, je ne peux m'empêcher de voir la femme ou l'homme derrière le statut, derrière le ou la maton-ne. Je ne suis pas manichéen et, sans vouloir excuser leur rôle dans la mécanique répressive, je ne puis, une fois encore, m'empêcher d'« empathiser ». Je me demande quels sont leurs parcours de vie, ce qui les a amenés là, à maintenir des êtres vivants enfermés. Je regarde aussi bien le maillon que la chaîne dans laquelle il s'est lui-même imbriqué. Soumise aux mêmes logiques capitalistes de rentabilité économique que la société, l'administration pénitentiaire tire sur la chaîne, augmentant ainsi la pression exercée sur chacun de ses maillons. Cependant, je ne m'abuse pas moi-même à la façon d'un prestidigitateur me faisant regarder à gauche quand ça se passe à droite. En écoutant le maillon se plaindre, je n'en oublie pas pour autant que c'est autour du cou des enfermés que la chaîne se tend.

En isolement, ne pouvant sortir de sa cellule qu'accompagné-e par un-e gradé-e et un-e ou deux surveillant-es, on se sent tel un chien dans un chenil, en totale dépendance de la disponibilité de ses gardien-nés. Par conséquent, les créneaux horaires de nos rares sorties doivent s'adapter malgré nous, selon les flux plus ou moins tendus de leur planning. Cela nous impose d'être toujours prêt-es, sur le qui-vive ou au contraire être prêt-es pour rien et attendre sans rien pouvoir faire. Il est très courant de poireauter à la douche avant de

pouvoir regagner sa cellule, parfois plus d'une demi-heure et, au moins une fois, cinquante minutes.

Quant à l'espace anxiogène qu'est la promenade individuelle, boîte bétonnée où les 20 m² trouant le béton au-dessus de nos têtes sont recouverts de multiples grilles et barbelés, le temps y est long, lorsqu'il gèle et qu'après l'heure autorisée et suffisante, il nous est impossible d'appeler les surveillant-es et que nous attendons sans savoir quand nous pourrions regagner le chauffage de notre cellule. À se demander si ce n'est pas pour nous décourager d'y retourner et de rester dans nos cellules, limitant ainsi le travail des surveillant-es.

Au contraire, il y a de la frustration et des créneaux raccourcis. Lorsque, par exemple, la session d'une demi-heure de sport est amputée de cinq minutes, juste avant le sprint final. Cela peut paraître anodin, mais pour qui ce sprint est l'apothéose, l'exaltation ultime du seul et unique mouvement, de la seule et unique dépense physique de la journée, cette privation a le goût malheureux du pain ôté de la bouche.

Avec le retour du soleil, il y a plus de monde qui sort lors des promenades. Les vraies promenades, dans les cours où les gens ne sont pas seuls. Je les observe. Eux ne peuvent pas me voir à cause de la quadruple dose de barreaux et de caillebotis de ma fenêtre. Ils font du sport collectivement en petits groupes. Je les envie, ils sont vivants, ils PARLENT, ils CRIENT, ils RIENT, ils se motivent les uns les autres, bref, eux, ils existent. Je pense que nous construisons notre vision de soi parce que nous renvoient les autres, mais comment exister quand il n'y a pas d'autres ? Quand les autres ne nous voient même pas ? L'isolement aurait-il pour but l'annihilation de soi ? Avant même d'être jugé, je devrais cesser d'exister ? Et comment répondre à un juge quand on m'extrait et, comme tout juste accouché du néant, on

me presse dans un dédale de questions s'apparentant à d'innombrables chausse-trappes ?

On pourrait se dire que ça va quoi, qu'il y a les parloirs, oui c'est vrai, encore heureux. Ces brefs répit permettent de voir des visages familiers et bienveillants et apportent une bouffée d'air frais. Mais les parloirs sont très courts, une demi-heure. Je ne peux qu'imaginer l'impact psychologique sur mes proches, venant de l'extérieur, passant sas, fouilles, verrous, attentes, etc... pour finalement se retrouver en face de moi dans une micro-boîte, séparé·es les un·es des autres par un plexiglas. De mon côté, je passe, sans transition, de la stase cérébrale léthargique au « contact » humain sans temps d'adaptation, et de toute façon on n'a pas le temps ! TOP CHRONO ! Tout est à la course, entre discussions techniques de l'administratif, des besoins matériels, des procédures, etc... On abrège nos sujets pour économiser le temps. N'ayant pas de vie, je n'ai rien à raconter, mais je n'ai pas le temps de le faire ! On court dans tous les sens, mais on ne va nulle part et déjà le parloir est fini. Je ne peux ressentir qu'une certaine frustration et imaginer celle de ceux qui ont fait le trajet aller-retour pour si peu. Ceux qui ont pris une journée complète, la moitié d'un week-end pour une demi-heure insatisfaisante.

Pour ce qui est des parloirs prolongés d'une heure, covid oblige, ils sont annulés pour cause sanitaire. Franchement, quel est le rapport ? Le covid a le dos le plus large que le monde ait connu.

Depuis le 8 décembre, presque trois mois, je ne parle plus, je n'ai personne à qui parler. Du coup, la pensée ne se transformant pas en parole, et donc ne recevant pas de retour, n'arrive pas à se moduler, à se matérialiser,

elle devient insaisissable, comme un brouillard confus. C'est comme une grosse boîte de LEGO renversée dont on ne sait plus comment on emboîte deux pièces. J'ai l'impression d'être abêti, comme en état de choc, la capacité de penser m'aurait été retirée.

Écrire ce texte me prend plus d'une semaine et de nombreux maux de tête. Non, le covid n'a pas la carrure pour cela, j'ai été testé négatif durant cette période, donc l'isolement en est bien la cause. On dit que le propre de l'homme (et de la femme) est le rire. Mais seul·e, sans contact humain, le rire est impossible, l'isolement nous retire le droit à notre humanité. Pour garantir son humanité, devrait-on rire seul·e ? Serait-ce s'adapter à cette situation ? Mais rire seul·e, pour certaines personnes, cela s'apparente à la folie, et la folie, pour d'autres, mérite l'enfermement. Devrait-on enfermer les gens pour les conséquences de leur enfermement ?

Je sais que ce n'est pas une idée nouvelle, mais les gens décidant de l'enfermement, de l'isolement ou des situations de détention des personnes, qu'elles soient condamnées ou présumées innocentes, devraient savoir à quoi ça correspond concrètement. Un juge donnant une peine me fait l'impression d'un multimilliardaire discutant au sujet du prix du pain.

(Je n'ai pas le temps d'écrire sur l'impact des continus contrôles par l'œilleton de la porte. Contrôles de jour, apportant un sentiment d'être constamment épié·e et, de nuit, avec allumage de lumière, qui favorisent un sommeil ô combien continu et réparateur...)

*Salutations & Respects,
Libre Flot*

**Pourquoi je fais la grève de la faim,
27 février 2022**

Cela fait plus de quatorze mois que je réfute cette infamante et diffamatoire accusation d'« association de malfaiteurs terroriste ».

Cela fait plus de quatorze mois que la DGSI¹ m'a expliqué que je n'étais pas arrêté pour ce qu'elle voulait me faire croire, à savoir mon engagement auprès des forces kurdes contre Daech au Rojava.

Cela fait plus de quatorze mois que rien ne valide la thèse élaborée de toutes pièces par la DGSI alors même que pendant au moins dix mois j'ai été suivi, tracé, sur écoute 24 heures sur 24 dans mon véhicule, mon lieu de vie, espionné jusque dans mon lit.

Cela fait plus de quatorze mois que je comprends que ce sont mes opinions politiques et ma participation aux forces kurdes des YPG² dans la lutte contre Daech qu'on essaie de criminaliser.

1. Direction générale de la Sécurité intérieure.

2. Unités de protection du peuple, formées en 2011 pour défendre les droits et les intérêts de la population kurde dans le nord de la Syrie. À ce propos, lire « Engagement » p. 73.

Cela fait plus de quatorze mois qu'on reproche une association de malfaiteurs à sept personnes qui ne se connaissent pas toutes les unes les autres.

Cela fait plus de quatorze mois à répondre aux questions d'un juge d'instruction utilisant les mêmes techniques tortueuses que la DGSJ : la manipulation, la décontextualisation, l'omission et l'invention de propos et de faits afin de tenter d'influencer les réponses.

Cela fait plus de quatorze mois que je subis les provocations de ce même juge d'instruction qui, alors que je croupis dans les geôles de la République, se permet de me dire que cette affaire lui fait perdre son temps dans la lutte contre le terrorisme. Pire encore, il se permet la plus inacceptable des insultes en se référant aux barbares de l'État islamique comme étant mes « amis de chez Daech ». Bien que verbal, cela reste un acte inouï de violence. C'est inadmissible que ce juge s'octroie le droit de m'injurier au plus haut point, tente de me salir, et crache ainsi sur la mémoire de mes ami·es et camarades kurdes, arabes, assyrien·nes, turkmènes, arménien·nes, turc·ques et internationaux·ales, les tombé·es dans la lutte contre cette organisation. J'en reste encore aujourd'hui scandalisé.

Cela fait plus de quatorze mois d'une instruction partielle où, contrairement à son rôle, le juge d'instruction instruit uniquement à charge et jamais à décharge. Il ne prend pas en considération ce qui sort du scénario préétabli et ne sert qu'à valider une personnalité factice façonnée de A à Z par la DGSJ qui, loin de me représenter, ne reflète que les fantasmes paranoïaques de cette police politique. Ainsi, je suis sans cesse présenté comme « leader charismatique » alors même que tout

mode de fonctionnement non horizontal est contraire à mes valeurs égalitaires.

Cela fait plus de quatorze mois que sans jugement on m'impose la détention dite « provisoire » que je subis dans les plus terribles conditions possibles : le régime d'isolement considéré comme de la « torture blanche » et comme un « traitement inhumain ou dégradant » par plusieurs instances des droits humains.

Cela fait plus de quatorze mois que je suis enterré vivant dans une solitude infernale et permanente sans avoir personne à qui parler, à juste pouvoir contempler le délabrement de mes capacités intellectuelles et la dégradation de mon état physique, et ce sans avoir accès à un suivi psychologique.

*

Après avoir, sous des airs faussement neutres, fourni à l'administration pénitentiaire des arguments fallacieux pour s'assurer de mon maintien à l'isolement, le juge d'instruction demande le rejet de ma demande de mise en liberté, tout comme le parquet national antiterroriste (PNAT). Pour ce faire, ils reprennent presque en copier-coller le rapport de la DGSJ du 7 février 2020, base de toute cette affaire dont nous ne savons pas d'où viennent les informations et dont la véracité n'a pas été démontrée. On est en droit de se demander à quoi ont servi les écoutes, les surveillances, les sonorisations et ces deux ans d'enquête judiciaire et d'instruction puisque sont occultés les faits qui démontrent la construction mensongère de la DGSJ.

Le parquet national antiterroriste et le juge d'instruction n'ont de cesse d'essayer d'instiller la confusion et de créer l'amalgame avec des terroristes islamistes alors même qu'ils savent pertinemment que j'ai combattu contre l'État islamique, notamment lors de la libération de Raqqa, là où avaient été planifiés les attentats du 13 novembre.

Le juge d'instruction prétend craindre que j'informe des personnes imaginaires de ma situation alors que celle-ci est publique notamment parce que la DGSJ ou le PNAT eux-mêmes ont fait fuiter l'information dès le premier jour. Il prétend ainsi empêcher toute pression sur les témoins, les victimes et leurs familles alors même qu'il n'y a ni témoins ni victimes, puisqu'il n'y a aucun acte. C'est ubuesque. Est aussi évoquée sa crainte d'une concertation entre coaccusé-es et complices même si toutes et tous les coaccusé-es ont été mis-es en liberté, qu'il n'a plus interrogé personne d'autre que moi depuis octobre 2021, et que j'ai attendu patiemment qu'il ait fini de m'interroger pour déposer cette demande de mise en liberté.

Il aurait pu être comique dans d'autres circonstances de constater l'utilisation à charge de faits anodins comme : jouir de mon droit à circuler librement en France et en Europe, mon mode de vie, mes opinions politiques, mes pratiques sportives, mes goûts pour le rap engagé ou les musiques kurdes.

Le juge d'instruction s'en prend à ma mère en la désignant comme n'étant pas une garantie valable pour la simple raison qu'elle n'a pas empêché son fils âgé de 33 ans à l'époque de rejoindre les forces kurdes des YPG dans la lutte contre Daech. Encore une fois, c'est

ma participation dans ce conflit qu'on criminalise. Il lui reproche également d'utiliser des applications cryptées (WhatsApp, Signal, Telegram...) comme le font pourtant des millions de personnes en France. Enfin, il dénigre tout d'un bloc toutes les autres options de garanties (travail, hébergement...) sans rien avoir à leur reprocher alors même que les personnels du SPIP³ dont c'est le métier ont rendu un avis favorable.

*

Comment alors comprendre qu'après avoir ordonné ces enquêtes de faisabilité signifiant la possibilité de me remettre en liberté avec bracelet électronique, le juge des libertés et de la détention malgré le rendu refuse ensuite de la mettre en place ? Nous sommes nombreux et nombreuses à constater que dans toute cette affaire la « justice » viole ses propres lois et est soumise à l'agenda politique de la DGSJ.

J'ai récemment appris de la bouche même du directeur des détentions de la maison d'arrêt des Yvelines (Bois-d'Arcy), que je remercie pour sa franchise, que mon placement et mon maintien à l'isolement étaient décidés depuis le premier jour par des personnes très haut placées et que quoi que je dise ou que lui-même dise ou fasse, rien n'y ferait, que cela le dépasse, que le dossier ne serait même pas lu et que je resterais au quartier d'isolement et que de toute façon rien ne pourra changer avant les élections présidentielles.

3. Service pénitentiaire d'insertion et de probation.

*

Puisqu'on cherche à criminaliser les militants et militantes ayant lutté avec les Kurdes contre Daech,

Puisqu'on utilise la détention soi-disant provisoire dans le but de punir des opinions politiques,

Puisque cette histoire n'existe qu'à des fins de manipulation politique,

Puisque aujourd'hui on ne me laisse comme perspective que la lente destruction de mon être,

Je me déclare en grève de la faim depuis le dimanche 27 février 2022 à 18 h, je ne réclame à l'heure actuelle que ma mise en liberté en attendant de démontrer le côté calomnieux de cette honteuse accusation.

Libre Flot

Libre Flot met un terme à sa grève de la faim le 4 avril 2022. Il pèse alors 45 kilos. Le 7 avril, il est officiellement libéré et transféré à l'hôpital de Villejuif. En octobre 2023, durant les trois semaines qu'ont duré le procès, il a dû de nouveau répondre aux mêmes questions que celles qui lui avaient été rabâchées au cours de l'instruction. C'est pourquoi, à l'hiver 2024, il décide de reprendre la parole pour raconter comme il l'entend une partie de son histoire.

Dans le long entretien qui suit, il revient sur les années d'engagement qui l'ont conduit de la Jungle de Calais au Kurdistan syrien, dans un Rojava en pleine révolution communaliste qui doit se défendre par les armes contre Daech.

Il y a en effet l'internationalisme des années 1930. Il y a celui des années 1960-1970 autour des luttes de décolonisation. Puis il y a celui qu'une génération a vécu autour des années 1990-2000, du soulèvement zapatiste au mouvement anti-globalisation qui voit converger les luttes contre les réunions des « grands de ce monde ». À l'époque défilaient déjà dans les rues des militant-es kurdes, des communistes turc-ques, des syndicats de base italiens, des Catalan-es, des paysan·nes sans terre brésilien·nes et indien·nes, des femmes de Cochabamba en Bolivie, des anarchistes de tous les pays. Ce mouvement est défait après l'effondrement des tours du World Trade Center et le début de la « guerre au terrorisme ». La solidarité avec le Rojava constitue un retour de cet internationalisme dans les années 2010, mais avec un engagement d'un autre ordre, puisqu'il s'agit d'aller rejoindre un front en guerre.

Je ne sais pas ce qu'est une guerre. C'est un choix difficile qui m'interroge sur mes convictions, mes capacités. Jusqu'au bout, je passe beaucoup de moments de méditation, sur le toit de mon camion, à réfléchir... Cohabitent en même temps l'envie, le raisonnement et la peur. Je repense à toutes les belles phrases que j'ai pu entendre ou que j'ai pu moi-même dire pendant des années, du genre : « Si j'avais vécu en 1936, j'aurais rejoint les anarchistes espagnol-es. » Dans la seconde moitié de l'année 2016, j'ai pris la décision que j'irai. Deux choses me motivent : d'abord la révolution qui est en cours et sur laquelle je dévore tout ce que je peux trouver. Elle propose une réelle alternative au capitalisme, basée sur trois piliers : la démocratie directe fondée sur des assemblées à l'échelle de la commune, la libération des femmes comme fer de lance de la libération de tous·tes, et enfin, le respect du vivant, la volonté de protéger l'environnement. En même temps, je lis

ce que fait Daech à tous les peuples de Syrie et d'Irak, notamment le massacre des Yézidis². Daech contrôle Raqqa depuis janvier 2014 et Mossoul, la seconde ville la plus importante, depuis juin. Je contacte les YPG en rédigeant un long texte que j'envoie à une adresse mail trouvée sur le net. C'est une sorte de milice kurde qui s'est formée en 2011 pour défendre les droits et les intérêts de la population kurde au nord de la Syrie, face aux menaces internes et externes, l'État islamique, le régime syrien et la Turquie. Elles jouent un rôle central dans la lutte contre Daech, mais elles ont aussi et surtout contribué à la mise en place de cette administration autonome sur le territoire du Rojava qui a pour but de construire le confédéralisme démocratique. En réponse à mon mail, je dois répondre à un questionnaire impressionnant. Je le fais. Réponse : « Quand peux-tu être là ? » Je suis pris au dépourvu : « Ben, tel mois ou tel mois. » Ils me disent : « Écoute, quand tu auras une date précise, tu nous envoies une photo de ta carte d'identité et de ton billet, et là on verra. » Ils n'avaient pas de temps à perdre avec quelqu'un qui envoie son CV mais qui n'est pas encore prêt à venir. La zone est sous embargo, donc il y a une grosse logistique pour faire rentrer les gens. Je me laisse encore quelques mois et je planifie des vacances (*rires*) en me disant : « C'est peut-être les dernières choses que je vais faire avant de mourir. » Je pars en Grèce en train. Je passe deux mois dans le quartier d'Exárcheia

2. En août 2014, Daech, ou « État islamique », massacre la minorité yézidie à Sinjar, dans le Kurdistan irakien. C'est le début de la coalition internationale (dirigée par les États-Unis) contre l'État islamique et le Front al-Nosra en Irak et en Syrie. Dans ce cadre débute l'opération Chammal de la France, toujours en vigueur en 2025.

à Athènes : c'est un bastion de la contestation sociale à la culture anarchiste puissante, beaucoup de migrant-es s'y réfugient aussi car ils et elles y sont bien accueilli-es et défendu-es par les habitant-es. Je fais du tourisme anarchiste en fait (*rires*). Je participe à une ouverture de squat pour les migrant-es. Je vais aussi marcher en montagne pour décompresser et être sûr du choix que je fais. C'est la première fois que je pars sans aucune clef dans les poches, même pas celles de mon camion. Plus d'attache, juste un sac à dos et un sentiment de liberté : tu sais où tu vas, c'est tout. Fin mars, je prends finalement l'avion pour Souleimaniye, au nord de l'Irak. De là je suis pris en charge, je passe la frontière et j'arrive enfin au Kurdistan syrien, au Rojava.

Plus tard, quand tu t'es fait arrêter, tu as globalement refusé de t'exprimer en détails sur ton engagement au Rojava. Pourquoi ce choix ?

Dès l'arrestation, on m'a dit : « Tu es accusé de terrorisme, mais tu n'es pas là pour ce que tu crois. » Plus tard, ils ont précisé : « Ça n'a rien à voir avec le Rojava. » Or, toutes les questions posées tournaient autour du Rojava. Ce qu'on me reproche, c'est le Rojava, mais en même temps on ne me le reproche pas... Donc si on ne me le reproche pas, bêtement, je ne vais pas répondre à leurs questions sur ce sujet. Par ailleurs, je sais que tout ce qu'ils cherchent, c'est à charge : quoi que j'aurais pu faire au Rojava serait retenu à charge, et ce que je n'y aurais pas fait serait aussi à charge. Les quelques fois où j'ai tenté d'expliquer des choses sur l'intérêt que je porte à ce mouvement d'émancipation, rien n'a été entendu. En revanche, on n'a cessé de me répéter : « Vous avez appris les explosifs au Rojava. » Ce n'est pas le cas, et j'ai eu beau le répéter, on ne m'a pas cru.

Lors du procès, on ne m'a pas non plus laissé détailler, parce que si je m'étais mis à parler du Rojava, on aurait dû parler de Daech, de la lutte des Kurdes, ce qui aurait pu amener de la sympathie à mon égard de la part du public et des journalistes. Mieux vaut me faire passer pour le gros monstre, le terroriste, que me laisser voir comme quelqu'un qui a lutté contre les terroristes.

Au Rojava, tu as vécu une expérience passionnante pendant laquelle tu as rencontré des gens venus du monde entier, qui ont fait le choix de s'engager aux côtés d'une révolution qui est alors en train de se faire sur une partie du territoire kurde. Tes compagnon·nes se sont engagés contre ceux qui sont désignés par la majorité d'alors comme les « nouveaux barbares », les nouveaux fascistes de Daech.

Parmi les quelques milliers de combattants étrangers qui s'engagent dans les YPG, il y a deux profils : les bidasses et les militant-es – et quelques aventuriers hors case. Au début, il y a beaucoup plus de bidasses, d'ailleurs. Pour une minorité, les pires, il s'agit de buter des musulman-es. Pour la majorité, il s'agit de buter Daech. Il y a d'ailleurs des moments marrants où d'anciens GI américains débarquent dans l'école de formation qui nous prend en main quand on arrive et qui hallucinent : « Putain, on est chez les communistes, *shit* ! » En même temps les gars, fallait se renseigner sur où vous débarquez. Certes, le mouvement kurde a évolué du marxisme-léninisme / maoïsme des années 1990 à un communisme plus libertaire aujourd'hui, mais oui les mecs, vous êtes chez les cocos ! (*rires*) Côté militants internationalistes, tout le monde est communiste ou anarchiste. J'ai rencontré des gens venus d'Asie, de Chine, de Corée, du Japon, des gens des États-Unis, d'Angleterre, de Nouvelle-Zélande,

d'Australie. Et des Européen·nes. Globalement, il y a eu beaucoup plus d'Européen·nes qui ont été chez Daech que du côté kurde, notamment avant 2015. C'est ridicule le nombre d'internationalistes qui sont partis au Rojava comparé aux dizaines de milliers engagés en face. Pour ces derniers, je suis d'accord avec l'analyse qui dit que ce sont des fascistes qui appliquent par la force un projet totalitaire aux populations qu'ils asservissent. Par ailleurs, on peut dire qu'on combat alors des terroristes selon la définition originale, étatique, du mot : un « État islamique » s'impose par la terreur aux populations syriennes et irakiennes³. La terreur par des massacres, des exécutions arbitraires, des viols, des rapt, en jetant les gens du haut des immeubles, en décapitant, en fouettant, en vendant des êtres humains. Au moment où je suis parti au Rojava, les médias et les politiques occidentaux disaient que les YPG étaient les

3. « Le terroriste est tout simplement celui qui souhaite utiliser la terreur comme un moyen pour arriver à ses fins. C'est dans ce sens que ce néologisme a été formé et employé pour la première fois, dans un contexte historique déterminé, celui de la Terreur sous la Révolution française. La Terreur était alors présentée comme un procédé extrême, utilisé dans une période exceptionnelle, pour défendre le régime né de la Révolution contre ses ennemis intérieurs et extérieurs. Mais si le moyen était extrême, pour autant il n'avait rien de nouveau dans l'arsenal de l'État, bien au contraire. Un siècle auparavant, Thomas Hobbes avait largement théorisé l'usage de la peur comme la méthode ordinaire pour imposer aux hommes la volonté du souverain. [...] Bien que le mot paraisse s'appliquer parfaitement à une pratique étatique, et qu'il soit né précisément pour répondre à cet objet, dans les faits il n'est plus jamais utilisé dans ce sens. » Léon de Mathis, « État et terrorisme », dans *Mauvaises intentions n° 1*, mai 2008 (recueil disponible sur infokiosques.net).

meilleurs alliés qu'on puisse avoir pour lutter contre le terrorisme, donc contre Daech. Fin 2017, l'État islamique perd sa « capitale », Raqqa. J'ai participé à ce combat, à hauteur d'homme, j'ai contribué à faire chuter la capitale de l'État islamique. Mais à peine quelque temps après que Daech ait été officiellement éliminé du territoire syrien et irakien, c'est à nous qu'on a collé l'étiquette de terroriste.

Avant d'analyser cette bascule, peux-tu décrire ce siège de Raqqa : c'est une guerre de tranchées en milieu urbain ?

Le siège a duré de mai-juin à septembre 2017. On a des lignes qu'on tient, puis on avance sur le territoire ennemi, dans la ville, et on prend de nouvelles positions. Il n'y a pas plus dangereux parce que Daech c'est des professionnels de l'explosif, le terrain est ultra miné. On a vu des baraques avec 14 mines artisanales pour la piéger. La mine peut piéger une canette : tu saisis la canette et ça pète. Elle peut piéger une porte : tu ouvres la porte et ça pète. Tu ouvres le frigo, ça pète. Tu marches quelque part, ça pète. Tu peux crever à n'importe quel moment juste en marchant, juste en prenant un sac de thé. Le thé, ils le piègent car ils savent qu'on aime ça. Par ailleurs, ils ont des snipers. Donc soit on y va de jour et on se fait flinguer par les snipers, soit on y va de nuit et on se fait sauter sur les mines. C'est très dangereux. Tu peux crever tout le temps et ça c'est épuisant, même si tu le sais, même si tu es un internationaliste et que tu as choisi de venir. À Raqqa, j'avais tout le temps en tête que je pourrais ne pas revenir. J'ai perdu plein de potes, mais j'estime que j'ai vraiment eu beaucoup de chance parce qu'aucun n'a été blessé ou tué juste à côté de moi en opération. J'ai eu la « chance » de ne pas voir le pire : je n'ai pas vu

mes potes souffrir ou crever. Bon, ça n'a pas empêché que beaucoup meurent mais ça, c'est autre chose. Des cadavres, il y en a, je n'ai pas vu que des trucs jolis. Mais c'étaient les méchants et je pense qu'instinctivement mon cerveau se blindait pour le supporter.

Tu y repenses souvent ?

Non. J'ai vu des psys qui m'ont demandé si j'en rêvais. Mais non, je n'ai pas de rêves de ces moments-là. On m'a beaucoup demandé si j'étais traumatisé, mais je crois que non. J'ai eu un grand besoin d'en parler à mon retour, ça c'est sûr, mais parce que c'est la chose la plus importante que j'ai faite de ma vie. Donc je pense que c'est normal. Tous ceux qui ont vécu des trucs forts n'arrêtent pas de parler de ce qu'ils ont vécu. Et quand il s'agit de sport par exemple, on ne parle pas de traumatismes. Comme je dis : la prison a été bien pire et m'a bien plus marqué, j'ai bien plus de séquelles de l'isolement carcéral que de la zone de guerre. Les zones de combat, les opérations, on n'en vit pas 15 milliards en fait. N'importe quel récit de guerre te dit la même chose : à la guerre, il y a peu d'action, mais ça monte d'un seul coup, c'est très intense, et puis ça retombe. La plupart du temps, tu attends. L'essentiel du temps, je l'ai passé avec de la camaraderie, avec des gens bienveillants, avec des gens qui essaient de s'entraider, de s'améliorer, de casser les ego, de devenir meilleur·es les uns les unes envers les autres. Moi, ce que j'ai vécu au quotidien, c'est ça.

Tu pouvais quitter le front à n'importe quel moment ?

Rentrer chez toi, ce n'est pas si évident, parce qu'il y a des embargos et les frontières fermées, mais tu peux

aller à l'arrière et attendre, personne ne t'oblige à rester au front ; personne ne va te mettre un couteau sous la gorge – contrairement à ceux d'en face. Je n'ai pas vu qui que ce soit se plaindre de combattre, mais je n'ai pas vu tout le monde : j'étais dans une unité de militant·es kurdes, donc de gens engagés pour la révolution et qui savent pourquoi ils sont là. Toutes et tous ont des frangins, des frangines qui se sont fait buter par Daech. Quant aux tribus arabes de la région de Raqqa, elles se battent pour libérer leur ville, leur village.

Tu étais en permanence traversé par les récits de vie de tes camarades.

Pour comprendre ce que les gens me racontaient, on peut comparer avec ce qui s'est passé en France. Quand a eu lieu l'attentat du Bataclan⁴, c'est toute la nation qui a été en deuil, qui a été impactée. Sur le territoire syrien et irakien, c'est comme s'il y avait eu 15 000 Bataclan. Le quotidien de tout le monde là-bas, c'est de vivre le traumatisme du Bataclan en permanence. J'aimerais que les gens ici comprennent ça : ce n'est pas de l'idéologie, c'est cette réalité concrète que des gens ont vécue, et qu'ils vivent encore. C'est cela qui m'a touché. Aujourd'hui je la revendique, cette empathie. C'est elle qui fait que nous ne sommes pas des fascistes, nous, précisément, que nous ne sommes pas des « terroristes ».

4. Le 13 novembre 2015, des attaques dans six bars et restaurants des X^e et XI^e arrondissements de Paris, au Bataclan et au Stade de France, revendiquées par Daech, font 132 mort·es et des centaines de blessé·es.